**NOTICE DE SELECTION**

**Un (e) Consultant (e) pour identifier les options pertinentes d’adaptation aux Changements climatiques à intégrer dans le Programme National d’Investissement Agricole (PNIA) à actualiser en vue de renforcer la résilience du secteur agricole de la RDC.**

**Référence du dossier : 065/IC-NAT/PNA/2020**

Date : 04/08/2020

**I. Information sur la position**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|

|  |  |
| --- | --- |
| **Nombre de postes**  | : 1 |
| **Niveau du Poste**  | : National  |
| **Type de contrat et grade****Intitulé du projet** | : Contrat individuel**:** Programme « PNA » |
| **Lieu d’affectation** | : Kinshasa, République Démocratique du Congo |
| **Durée de la mission** | : 20 Homme/Jour (Période étendue sur 50 jours calendaires) |
| **Date estimative de démarragede la mission** | :24 août 2020 |

 |

**Prière envoyer vos propositions (proposition technique et Lettre d´Offre avec une proposition financière) dûment signées à l’adresse e-mail** **ic.soumission.cd@undp.org****avec mention de la référence et intitulé du dossier.**

**Votre proposition devra être reçue au plus tard le dimanche 16août 2020 à 16 heures de Kinshasa. Toute offre soumise après ce délai sera automatiquement rejetée.**

**Veuillez noter qu´il est obligatoire lors de votre soumission d´indiquer intégralement la référence de l’appel d’offres dans l´objet du message.**

**Les propositions transmises sans indiquer la référence correcte du dossier pourraient ne pas être prises en compte.**

N’hésitez pas à écrire jusqu’au plus tard le 14août 2020 à l’adresse soumission.info@undp.org pour toute information complémentaire avant la date limite de dépôt des offres.

**Les candidatures féminines sont vivement encouragées.**

**II. Contexte et objectif :**

|  |
| --- |
| Le territoire de la République Démocratique du Congo (RDC), d'une superficie de 2.345.409 km2 et à cheval sur l'équateur, est composé d'un bassin central (entouré de montagnes à l'est et au sud-est), de plateaux et d'une plaine littorale. Elle dispose de quatre zones climatiques : climat équatorial dans le bassin central, climat tropical humide au nord et au sud de l'équateur, climat tropical sec le long de la côte et climat montagneux à l'est. Le pays est doté d'abondantes ressources naturelles, avec un dense réseau hydrographique, une méga-biodiversité, de multiples sources potentielles d'énergies, de nombreux gisements de minerais et une vaste superficie forestière de 152,6 millions d'hectares.Avec une population estimée à 78 millions d'habitants, l'agriculture pluviale représente la principale source de revenus pour la majorité. L'agriculture paysanne y occupe 70% de la population active, mais contribue à seulement 20% du PIB. Les secteurs des services et de l'industrie emploient 34% de la population active et représentent près de 80% du PIB. La RDC dispose de près de 80 millions d'hectares de terres arables, 4 millions de terres irrigables, dont 1% seulement cultivé. Sa végétation peut supporter un élevage de 40 millions de têtes de gros bétail et sa densité halieutique est estimée à 700.000 tonnes de poisson par an. Paradoxalement, 77% de la population vivent avec moins de 1,9 dollar par tête / par jour et 7,7 millions de personnes sont touchées par l'insécurité alimentaire aigue dans les zones rurales. La majorité de la main d'œuvre est occupée par des emplois à faible valeur ajoutée. L'indice de développement humain de la RDC est l'un des plus bas au monde[[1]](#footnote-2). Bien que l'agriculture ait été à plusieurs reprises déclarée prioritaire par les gouvernements successifs, le budget alloué au secteur a généralement varié de 0 à 2%. En raison de ce déficit de fonds, les services de vulgarisation de l’Etat sont à peine opérationnels. Les quelques agents qui continuent à soutenir les communautés locales travaillent depuis longtemps, et devraient mettre à jour leurs connaissances pour être en mesure d’offrir des conseils pertinents. Aussi, la production agricole étant fortement tributaire des ressources naturelles disponibles et des conditions climatiques, les agriculteurs sont exposés à un grand nombre de risques découlant des caprices de la météo, des catastrophes naturelles, des agressions des ennemis des cultures et des maladies. Selon les prévisions, [le changement climatique devrait accélérer la fréquence des chocs liés au climat et accroître leur intensité](https://www.oecd.org/fr/agriculture/sujets/changement-climatique-et-systemes-alimentaires/) ainsi que l’incertitude inhérente à ces aléas, venant ainsi s’ajouter aux pressions exercées par les autres risques. Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur le climat (GIEC, 2014), la RDC sera affectée par les changements climatiques de diverses façons. Avec une augmentation probable des températures de 3ºC à 5ºC au cours du prochain siècle, la durée des saisons de pluies deviendrait courte et variable, avec des pluies de forte intensité, impactant sérieusement sur les principaux secteurs économiques du pays très sensibles au climat (agriculture, hydroélectricité, etc.). Il y a un risque de graves inondations, des pertes en vies humaines, une multiplication des maladies d'origine hydrique, la destruction des infrastructures et des logements, et de grave érosion des sols induisant l'appauvrissement des sols et une baisse des rendements et des moyens de subsistance. L'incertitude croissante planant sur le secteur agricole - combinée à la faible capacité d'adaptation - augmentera les obstacles à la sécurité alimentaire et au développement social. Dans un contexte où se mêlent conflits et pauvreté, l’agriculture représente la source de revenus principale pour 90% de la population et continue d’être basée presque exclusivement sur les pluies. Les changements de l’intensité et de la fréquence des précipitations ainsi que l’augmentation de la température moyenne du sol (affectant la pousse des cultures) vont rendre les récoltes moins prévisibles, augmentant ainsi l’insécurité alimentaire et ralentissant le développement économique des communautés les plus pauvres et les plus vulnérables.Par ailleurs, l’analyse des tendances de dégradation en RDC confirment une dégradation lente et progressive des terres. Elles ne sont pas très inquiétantes ; néanmoins, si rien n’est fait, cette situation risque de s’aggraver. Il ressort de ces tendances que les causes profondes de la dégradation des terres en RDC sont d’abord d’ordre éco-climatique et anthropique, aggravées par un cadre juridique et institutionnel inadéquat et exacerbées par un contexte politique défavorable, caractérisé par une instabilité et des conflits destructeurs de l’environnement.Aussi, le pays s'investit-il à bâtir la résilience de son économie et de ses populations, dans une approche proactive à moyen terme, afin de réduire leur vulnérabilité aux risques climatiques, dans le cadre d'une planification intégrée. C'est dans cette optique que se situe le projet d'appui au processus " Plan National d'Adaptation " (PNA), approuvé par le Fonds vert pour le climat (GCF). Il appuie, dans un cadre pilote, la planification de l'adaptation aux niveaux national et provincial (Kinshasa, Kwilu, Tshopo, Haut Katanga et Kongo Central), pour des secteurs prioritaires comme l'agriculture, le développement rural, la gestion de la zone côtière, la biodiversité, l'énergie, les transports, et l'eau et l'assainissement.De plus, la protection de l’environnement et la lutte contre les changements climatiques constituent l’un des objectifs stratégiques du Plan National Stratégique de Développement (PNSD) (2019-2023). Cependant, l’adaptation aux changements climatiques n’est pas encore assez intégrée dans tous les instruments de planification, les documents de politique et stratégies sectorielles. C’est le cas du Programme National d’Investissement Agricole (PNIA) (2015-2020) qui ne prend suffisamment pas en compte la problématique de l’adaptation aux changements climatiques alors que le développement du secteur agricole est intimément lié à l’évolution du climat. C’est dans ce contexte que le Ministère de l’Environnement et Développement Durable (MEDD) à travers la Direction de Développement Durable et l’appui du PNUD cherche à recruter un (e ) consultant ( e) pour identifier les options pertinentes d’adaptation aux Changements climatiques à intégrer dans le Programme National d’Investissement Agricole (PNIA) à actualiser en vue de renforcer la résilience du secteur agricole de la RDC.**Objectif de la mission**L’objectif principal de la mission est d’identifier des options pertinentes d’adaptation aux changements climatiques à intégrer dans le Programme National d’Investissement Agricole à actualiser en vue de renforcer la résilience du secteur agricole de la RDC. |

**III. Tâches et responsabilités**

|  |
| --- |
| Sous la supervision générale du Team Leader de l’Unité Croissance Inclusive et Développement Durable (CIDD), en étroite coordination avec le Coordonnateur du Pilier CIDD avec l’appui de l’analyste au programme du PNUD en charge de la composante « Changements climatiques et Economie Verte » (CCEV), et sous la supervision directe du Coordonnateur du Projet PNA. Le (la) consultant (e) sera chargé de :* Faire un état des lieux sur le développement du secteur agricole de la RDC ;
* Analyser les tendances d’évolution et les facteurs de la dégradation des terres en RDC ;
* Identifier les opportunités réelles (projets, programmes, processus politiques, etc.) pour intégrer les priorités d’adaptation aux changements climatiques dans le PNIA en tenant compte du genre et de la spécificité des Peuples Autochtones ;
* Capitaliser les leçons apprises des expériences d’ici et d’ailleurs ;
* Identifier les options pertinentes d’adaptation aux changements climatiques à intégrer dans le PNIA pour renforcer la résilience du secteur agricole ainsi que les coûts y relatifs ;
* Elaborer une stratégie pour réduire la vulnérabilité du secteur agricole face aux effets des changements climatiques.

**Méthodologie de travail**L’actualisation du Plan National d’Investissement Agricole sera réalisée par un (une) consultant (e ) qui doit adopter une approche participative et inclusive. Il sera question des entretiens et réunions avec les experts de l’administration publique et des services techniques (agriculture, environnement, genre, développement rural, plan, affaires foncières, aménagement du territoire, santé, etc.), les organisations de la société civile et des Peuples Autochtones ainsi que le secteur privé engagées sur les questions des changements climatiques.Il (elle) devra s’inspirer des travaux antérieurs réalisés, relatifs aux thématiques à exploiter dans la révision du document sous examen. Après la signature du contrat, le (la) consultant (e) aura 02 jours pour préparer le cadre méthodologique et une feuille de route. Il (elle) va interagir avec les institutions au niveau national à Kinshasa pour collecter les informations et les données nécessaires, conduire des entretiens avec les acteurs clés, et analyser les données. Il rédigera le rapport final de la mission. La durée de la mission est répartie sur 50 jours ouvrables sur une période de 90 jour calendaire. Durant la mission, il (elle) maintiendra une communication optimale avec le MEDD/DDD, le Ministère Agriculture, le Coordonnateur du Projet PNA et l’Analyste au programme, tous basés à Kinshasa à travers des comptes rendus réguliers succincts, au minimum une fois par semaine.**Arrangement de mise en œuvre :**Le travail du (de la) consultant (e) sera facilité par l’équipe de gestion du Projet PNA sous la supervision du Coordonnateur de projet, l’analyste au programme du bureau-Pays du PNUD en RDC en charge de l’Environnement, le Directeur du Développement Durable au Ministère en Charge de l’Environnement et l’Autorité Nationale Désignée du Fonds Vert pour le Climat. L’équipe assurera la coordination, l’organisation et la gestion du processus, y compris la liaison avec les partenaires, l’appui technique et la fourniture de la documentation et des commentaires pertinents au consultant. |

**IV. Résultats attendus (LIVRABLES)**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Livrables /Description**  | **Echéance proposée** | **Tranche de paiement** |
| Note méthodologique  | 2 jours après la signature du contrat  | 20% |
| Rapport sur l’état des lieux du secteur agricole | 5ème jour  |  |
| Rapport sur les options pertinentes d’ACC à intégrer dans le PNIA pour renforcer la résilience du secteur agricole (ainsi que les coûts y associés) | 10ème jour | 20% |
| Stratégie pour réduire la vulnérabilité du secteur agricole face aux effets des changements climatiques | 15ème jour  | 30% |
| Rapport général de la mission | 20ème jour  | 30% |

 |

**V. Durée de la mission**

|  |
| --- |
| Le nombre total de jours de travail dans le cadre de ce contrat alloué sera de 20 jours ouvrables de travail qui seront étendus sur une période de 50 jour calendaire afin de permettre au MEDD/DDD, appuyé par le PNUD et aux partenaires concernés, d’apporter leurs observations sur le travail réalisé. |

**VI. Compétences techniques et fonctionnelles**

|  |
| --- |
| * Avoir une expérience avérée dans l’élaboration des documents de planification ;
* Avoir une connaissance suffisante sur les questions relatives à l’agriculture, l’économie agricole, l’environnement et les changements climatiques ;
* Capacité à gérer la charge de travail avec un minimum de supervision ;
* Capacité à travailler sous pression et à respecter des délais serrés ;
* Aptitude à travailler dans un environnement multiculturel ;
* Aptitude à communiquer de façon efficace et écrite les informations techniques complexes destinées au public technique et au grand public ;
* Planification stratégique solide, une gestion axée sur les résultats et de bonnes capacités de rédaction de rapport ;
* Sensibilité au genre.
 |

**VII. Qualifications requises**

|  |  |
| --- | --- |
| **Education** | Master ou Doctorat en économie agricole, agriculture ou autres domaines apparentés ; |
| **Expérience :** | Une équivalence de 15 années d’expérience professionnelle dans le domaine de la planification, de l’agriculture, de l’environnement, du changement climatique et du développement durable. |
| **Langues requises :** | Une bonne maîtrise du français parlé et écrit. La connaissance de l’anglais et d’une des langues locales est un atout.  |

**VIII. Documents constitutifs de l’offre**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Pour démontrer leurs qualifications, les soumissionnaires devront soumettre une offre qui comprendra les documents suivants :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Document | Description | Forme |
| Note méthodologique pour l’exécution de la mission attendue | Une description expliquant :* en quoi vous êtes le meilleur candidat pour la mission ;
* la démarche  ou approche, les outils ainsi que les tâches que vous comptez mettre en œuvre pour réaliser la mission.
* Le chronogramme de réalisation
* Le cadre de travail pour réaliser la mission
 | Pas de formulaire spécifique |
| CV | Fournir un CV en y incluant surtout les expériences des missions similaires et indiquant au moins 3 (trois) personnes de référence. | Pas de formulaire spécifique |
| Diplômes | Envoyer une(les) copies du (des) diplômes le plus pertinent. |   |
| Tableau des coûts | Remplir le tableau | Annexe 2 « [Tableau des coûts](http://www.cd.undp.org/hr/Tableau_des_Co%C3%BBts.pdf) (annexe 2) ». (Cliquer sur « la lettre de soumission » pour télécharger le document) |

 |

**IX. La proposition financière**

|  |
| --- |
| Le soumissionnaire fait sa proposition financière suivant le Tableau des coûts. Il doit proposer un montant forfaitaire et présenter dans le Tableau des coûts la ventilation de ce montant forfaitaire (en y incluant les éléments qui le composent à savoir les frais de voyage, les indemnités journalières/perdiems et le nombre de jours de prestation).  |

**X. Evaluation**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Le/la consultant/e individuel sera évalué sur la base de la méthodologie de **Notation combinée.** Lorsque cette méthode d’évaluation est utilisée, le contrat est attribué au consultant individuel dont l’offre a été évaluée et jugée :* Répondante/conforme/ acceptable et,
* Ayant reçue la note globale pondérée la plus élevée sur la base des critères technique et financier spécifiés

\*Pondération de l’évaluation technique : 70 % \*Pondération de l’évaluation financière : 30 %L’évaluation des offres se déroule en deux temps. L’évaluation des propositions techniques est achevée avant l’ouverture et la comparaison des propositions financières.Le marché sera attribué au/à la Consultant(e) ayant présenté le meilleur score combiné (rapport qualité/prix, évaluation cumulative).1. *Les propositions techniques*

Les propositions techniques seront évaluées sur leur degré de réponse par rapport aux termes de référence et sur la base des critères suivants :

|  |  |
| --- | --- |
| **Critères** | **Points** |
| Le soumissionnaire a-t-il le diplôme requis ? | 10  |
| Le soumissionnaire a-t-il l’expérience nécessaire dans le domaine agricole et l’adaptation aux changements climatiques  |  20 |
| À quel degré le soumissionnaire comprend-il la tâche ? |  20 |
| Le cadre de travail conceptuel proposé est-il approprié à la tâche et l’objectif de la tâche est-il bien défini et correspond-il aux TDR ? | 30  |
| La présentation est-elle claire et l’organisation des activités ainsi que le calendrier proposé sont-ils réalisables et garantissent-il la bonne réalisation des produits attendus de la mission? |  20 |
| **Total note technique** | **100** |

**Seront jugées qualifiées, les propositions techniques qui obtiendront 70% de la note maximale de 100 points ; cette note technique sera pondérée a 70%.*****Seulement les candidats ayant obtenu la note minimale de 70/100 à l´évaluation technique seront considérés pour l’évaluation financière.***1. *Les propositions financières*

Dans une deuxième étape du processus d’évaluation, les enveloppes financières seront ouvertes et les offres financières comparées ; une note financière sera calculée pour chaque proposition sur la base de la formule :* ***Note financière A = [(Offre financière la moins disante) /Offre financière de A] x 30***

**Le/la Consultant (e) avec le cumul de notes (Technique + Financière) le plus élevé sera retenu pour le contrat.**Le/la Consultant(e) fait sa proposition financière suivant le Tableau des coûts dans l´Annexe II (Lettre de soumission au PNUD). Il doit proposer un montant forfaitaire et présenter, dans le Tableau des coûts, la ventilation de ce montant forfaitaire.Le/la consultant/e devra inclure tous les frais lui permettant d’exécuter la mission suivant la durée prévue. Les paiements seront effectués sur la base de la production des livrables tels que mentionné dans la Section 3 – Livrables et Tranches de Paiement. |

**XI. Autres informations pertinentes**

|  |
| --- |
| * Le soumissionnaire retenu de 65 ans ou plus sera appelé à présenter un certificat médical complet ainsi qu´un certificat d’aptitude physique à travailler et à voyager. Les frais des examens seront à sa charge et le rapport médical devra être approuvé par un médecin approuvé par les Nations Unis.
* Le consultant retenu devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour faire les **formations sécuritaires requises** avant tout démarrage de mission (ces certificats sont obtenus en ligne, le PNUD fournira tous les détails au consultant retenu au moment de l´attribution du contrat).
 |

**La Notice de Sélection, y compris les annexes, sont publiées sur le site UNDP Procurement Notices :** <http://procurement-notices.undp.org/view_notice.cfm?notice_id=62492>

**Veuillez suivre ce lien pour télécharger la Notice de Sélection complète et les annexes.**

Également, prière de suivre les instructions indiquées dans la Notice de Sélection pour la soumission de votre offre. Vos propositions (propositions technique et financière) dûment signées doivent être envoyées à l’adresse e-mail ic.soumission.cd@undp.orgavec mention de la référence et intitulé du dossier (065/IC-NAT/PNA/2020**-** Un (e) Consultant (e) pour identifier les options pertinentes d’adaptation aux Changements climatiques à intégrer dans le Programme National d’Investissement Agricole (PNIA) à actualiser en vue de renforcer la résilience du secteur agricole de la RDC).

**Votre proposition devra être reçue au plus tard le mardi18août 2020 à 16 heures de Kinshasa.**

Toute offre soumise après ce délai sera automatiquement rejetée.

N’hésitez pas à écrire à l’adresse soumission.info@undp.orgpour toute information complémentaire avant la date limite de dépôt des offres.

**ANNEXES**

**ANNEX 1 – Termes et Conditions des contrats IC (IndividualContracts)**

****

**ANNEX 2 – Lettre de soumission au PNUD confirmant l´intérêt et la disponibilité du prestataire individuel (IC) pour la mission (y compris le tableau des couts)**

****

1. <https://donnees.banquemondiale.org/> [↑](#footnote-ref-2)